

Avertissement : depuis janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee et une rétropolation a été effectuée jusqu'en 2012. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises, en particulier dans le commerce. Les données de cette publication tenant compte de ce changement ne sont donc pas comparables à celles des productions des années précédentes.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et emplois créés	page 7
5. Focus zones d'emploi	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 10
8. Note méthodologique	page 11

La création d'entreprise dans le département en 2022 : principaux résultats

- 89 785 entreprises ont été créées dans le département de Paris en 2022, représentant 31 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Île-de-France.
- La création d'entreprise sur ce territoire augmente ainsi de + 7 % par rapport à 2021, contre + 4 % Île-de-France et + 1 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les entreprises classiques : + 4 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 10 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 413 créations pour 10 000 habitants, contre 239 en Île-de-France et 142 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 5 765 emplois ont été créés dans le département par les 1 646 nouvelles entreprises de l'année qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 56 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 13 008 créations (+ 10 %) ;
 - conseil en relations publiques et communication (7021Z) avec 3 852 créations (+ 24 %) ;
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 3 467 créations (- 44 %).
- Les 3 activités avec la plus forte hausse du nombre de créations d'entreprises sont :
 - autres services de réservation et activités connexes (7990Z) avec 303 créations (+ 233 %) ;
 - aide à domicile (8810A) avec 158 créations (+ 114 %) ;
 - activités des sièges sociaux (7010Z) avec 646 créations (+ 95 %).
- Aucune entreprise n'a été créée en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; 0 % des créations du département), aucune en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 0 %), aucune dans les Petites villes de demain (PVD ; 0 %) et aucune dans les communes Actions cœur de ville (ACV ; 0 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 161 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2020 (dernière année disponible). Il est de 197 en Île-de-France et de 181 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 3 783 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2020 (dernière année disponible), soit 5 % de la création d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (83 612).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

Année 2022	Paris	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	89 785	291 484	746 101
Micro-entrepreneurs ^a	43 287	173 195	467 902
Entreprises classiques	46 498	118 289	278 199
Stock d'entreprises^b	557 928	1 477 478	4 117 399
Taux de renouvellement (‰) ^c	161	197	181

Évolution annuelle (%)

Créations d'entreprises	+ 6,9	+ 3,5	+ 1,1
Micro-entrepreneurs ^a	+ 3,6	+ 2,4	+ 2,5
Entreprises classiques	+ 10,1	+ 5,1	- 1,2

Création dans les territoires "aidés"

Zones de revitalisation rurale (ZRR)	0	201	105 447
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	0	24 180	235 551
Petites villes de demain (PVD)	0	4 216	75 928
Actions cœur de ville (ACV)	0	12 501	86 808
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	3 783	30 920	42 065

Création pour 10 000 habitants

Toutes communes confondues	413	239	142
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	---	139	110
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	---	190	127
Petites villes de demain (PVD)	---	157	116
Actions cœur de ville (ACV)	---	193	141
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	265	197	129

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2020.

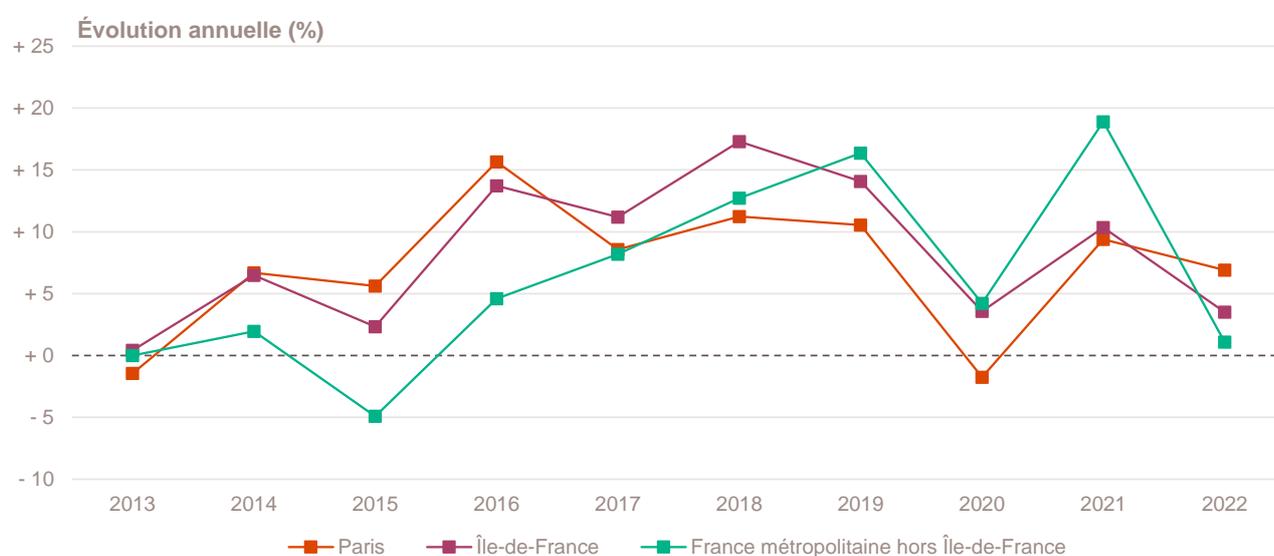
c. Rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2022 sur le stock d'entreprises existantes au 31 décembre 2020 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2020 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2013



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (‰)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	5 283	107	+ 13,3	- 0,1	29,6
Industrie	1 688	103	+ 14,9	+ 1,2	48,3
Construction	3 595	108	+ 12,6	- 0,6	20,8
Activités de type commerce	16 711	131	+ 9,6	+ 6,7	41,8
Commerce de détail	6 943	163	+ 8,3	+ 7,0	39,5
Commerce de gros	3 376	117	+ 8,2	+ 5,2	29,6
Commerce de bouche ^a	118	63	+ 0,9	+ 6,6	23,7
Commerce et réparation automobiles	623	195	+ 13,9	+ 8,8	22,8
Hébergement	293	72	+ 61,9	+ 3,7	24,9
Restauration	1 973	78	+ 2,8	+ 6,0	26,2
Services en direction des personnes	3 385	158	+ 14,8	+ 8,3	73,5
Activités de type services	67 791	178	+ 5,8	+ 7,9	51,2
Immobilier	3 204	108	+ 8,1	+ 8,3	4,8
Transports et entreposage	4 998	228	- 33,9	+ 28,4	75,1
Activités scientifiques et techniques	28 721	185	+ 9,9	+ 7,3	59,9
Activités de soutien aux entreprises	5 288	211	+ 34,4	+ 3,2	40,2
Information et communication	8 867	175	+ 11,1	+ 5,7	47,1
Enseignement	4 742	239	+ 8,9	+ 7,7	77,2
Arts, spectacles et activités récréatives	3 336	184	+ 15,6	+ 0,6	57,7
Santé humaine et action sociale ^b	3 232	106	+ 3,5	+ 7,2	42,5
Activités financières et d'assurance	5 403	180	+ 5,0	+ 12,2	6,4
Activités des sociétés holding	1 510	96	- 0,9	+ 2,9	0,0
Total Paris	89 785	161	+ 6,9	+ 7,0	48,2

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

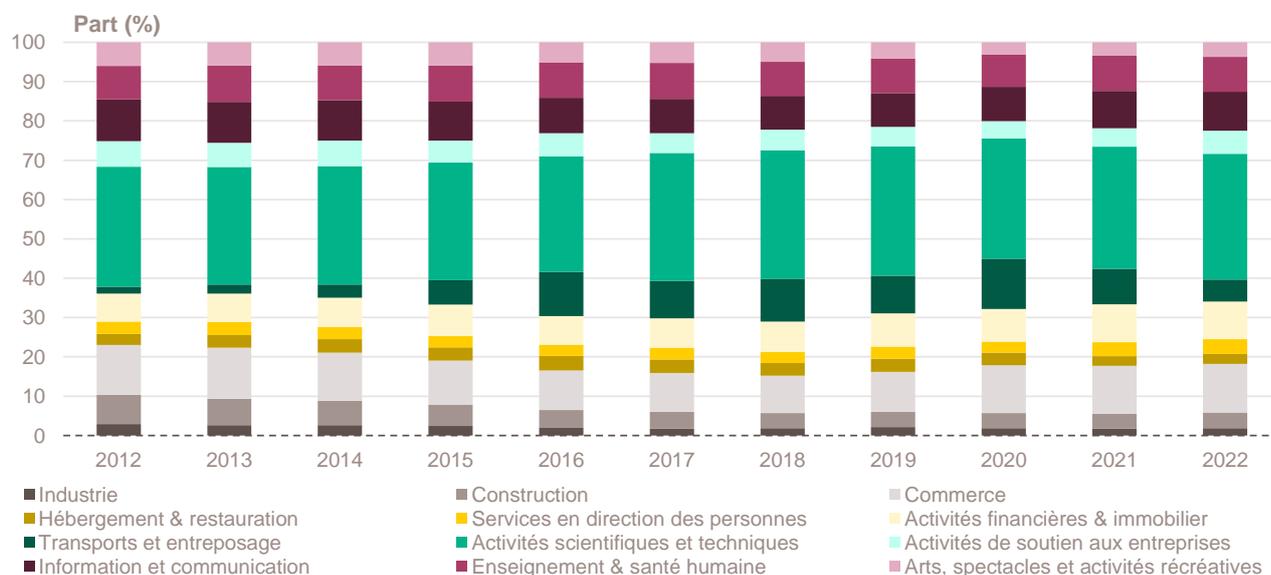
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2022, 89 785 entreprises ont vu le jour à Paris, un nombre en hausse de + 6,9 % par rapport à 2021, pour une évolution annuelle moyenne de + 7 % entre 2012 et 2021. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur de l'enseignement, avec 239 nouvelles entreprises en 2022 pour 1 000 entreprises existantes en 2020 dans ce secteur (161 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

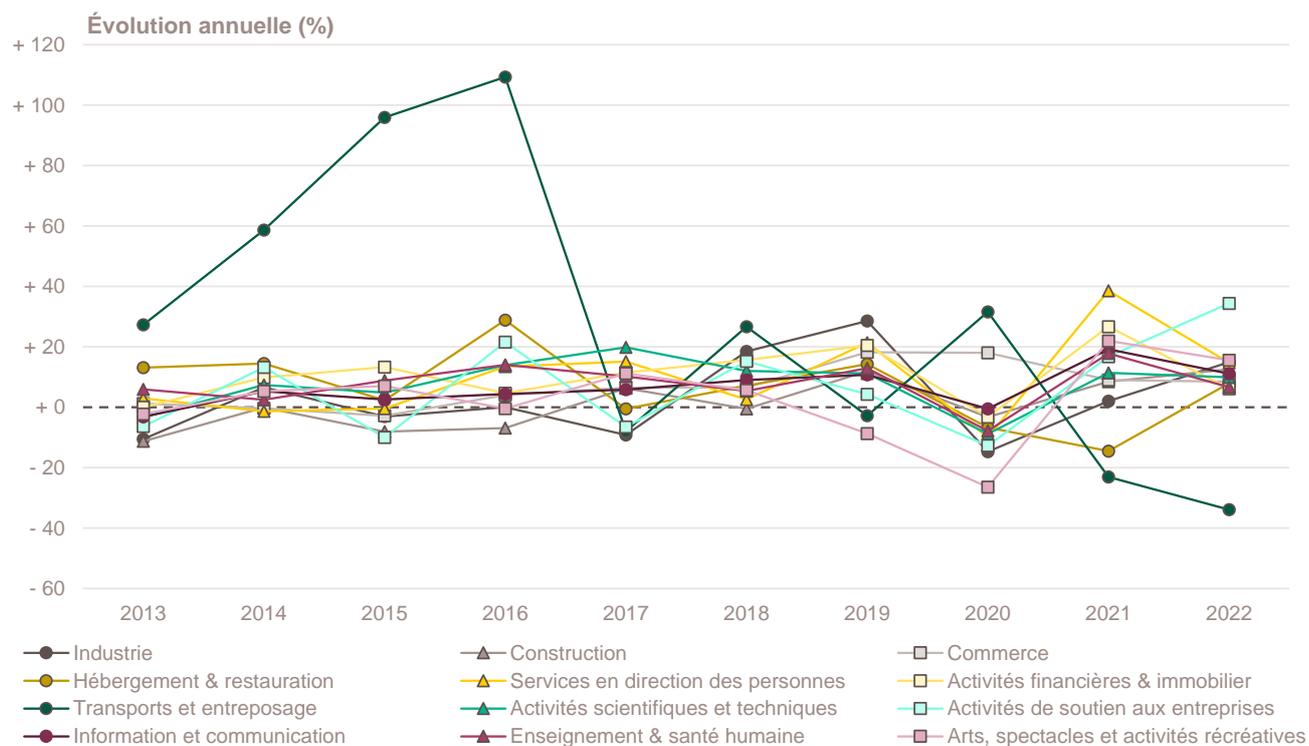
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2012



Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2013



Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	13 008	+ 9,7	+ 11,1
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	3 852	+ 24,0	+ 6,5
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	3 467	- 43,9	+ 76,6
7410Z - Activités spécialisées de design	3 010	+ 3,3	+ 10,5
6910Z - Activités juridiques	2 849	+ 1,9	+ 3,5
6201Z - Programmation informatique	2 624	+ 15,7	+ 11,6
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	2 254	+ 25,0	+ 19,7
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	2 171	+ 23,0	+ 6,4
6630Z - Gestion de fonds	2 160	+ 15,6	+ 41,9
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	2 111	+ 14,1	+ 17,7
8559B - Autres enseignements	1 906	+ 10,0	+ 16,3
4791A - Vente à distance sur catalogue général	1 618	+ 18,1	+ 18,5
6420Z - Activités des sociétés holding	1 510	- 0,9	+ 2,9
6820B - Location de terrains et d'autres biens immobiliers	1 449	+ 12,1	+ 13,2
7490B - Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	1 214	- 2,3	+ 8,2
8559A - Formation continue d'adultes	1 198	+ 12,3	+ 2,6
4690Z - Commerce de gros non spécialisé	1 133	+ 74,6	+ 8,1
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	981	+ 18,9	+ 12,2
7739Z - Loca et loca-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	980	+ 39,2	+ 2,8
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	954	- 10,4	+ 9,1

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
7990Z - Autres services de réservation et activités connexes	303	+ 233,0	- 10,1
8810A - Aide à domicile	158	+ 113,5	- 0,3
7010Z - Activités des sièges sociaux	646	+ 95,2	- 0,0
5520Z - Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	126	+ 77,5	+ 4,0
5630Z - Débits de boissons	116	+ 75,8	- 0,2
4690Z - Commerce de gros non spécialisé	1 133	+ 74,6	+ 8,1
5912Z - Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	320	+ 65,8	- 0,8
8230Z - Organisation de foires, salons professionnels et congrès	495	+ 65,0	- 0,7
7711A - Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	225	+ 64,2	+ 8,1
7711B - Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	421	+ 57,1	+ 1,0
4332B - Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	89	+ 56,1	- 2,6
5510Z - Hôtels et hébergement similaire	165	+ 54,2	+ 3,7
9001Z - Arts du spectacle vivant	526	+ 49,0	+ 6,4
6202B - Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	242	+ 46,7	+ 16,4
6612Z - Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	232	+ 45,9	+ 18,3
4520A - Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	101	+ 44,3	+ 3,4
5610A - Restauration traditionnelle	724	+ 43,4	+ 0,2
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	742	+ 42,1	+ 9,6
7311Z - Activités des agences de publicité	513	+ 40,2	- 4,2
5813Z - Édition de journaux	349	+ 40,2	+ 27,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 85 créations d'entreprises à Paris.

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	89	- 49,4	+ 25,4
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	3 467	- 43,9	+ 76,6
8560Z - Activités de soutien à l'enseignement	143	- 34,7	+ 10,0
4775Z - Comm. de dét. de parfumerie et de produits de beauté en magasin spé.	142	- 34,6	+ 10,7
4645Z - Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté	117	- 31,6	+ 8,7
4711B - Commerce d'alimentation générale	173	- 29,1	+ 10,7
7220Z - Recherche-développement en sciences humaines et sociales	162	- 27,7	+ 5,8
4941B - Transports routiers de fret de proximité	212	- 26,9	+ 5,8
4651Z - Comm. de gros d'ordis, d'équipements infos périphériques et de logiciels	95	- 23,4	+ 6,2
9529Z - Réparation d'autres biens personnels et domestiques	127	- 21,1	+ 6,4
5610C - Restauration de type rapide	780	- 19,4	+ 9,7
6622Z - Activités des agents et courtiers d'assurances	317	- 17,9	+ 8,5
6312Z - Portails Internet	279	- 16,7	+ 3,3
5811Z - Édition de livres	151	- 16,1	+ 2,1
5814Z - Édition de revues et périodiques	560	- 12,6	+ 22,9
6619B - Autres auxi. acti. de serv. financ., hors assur. et caisses de retraite n.c.a.	413	- 11,6	+ 23,3
7320Z - Études de marché et sondages	86	- 11,3	+ 0,5
5621Z - Services des traiteurs	335	- 11,1	+ 11,6
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	954	- 10,4	+ 9,1
4719B - Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	130	- 10,3	+ 8,3

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 85 créations d'entreprises à Paris.

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

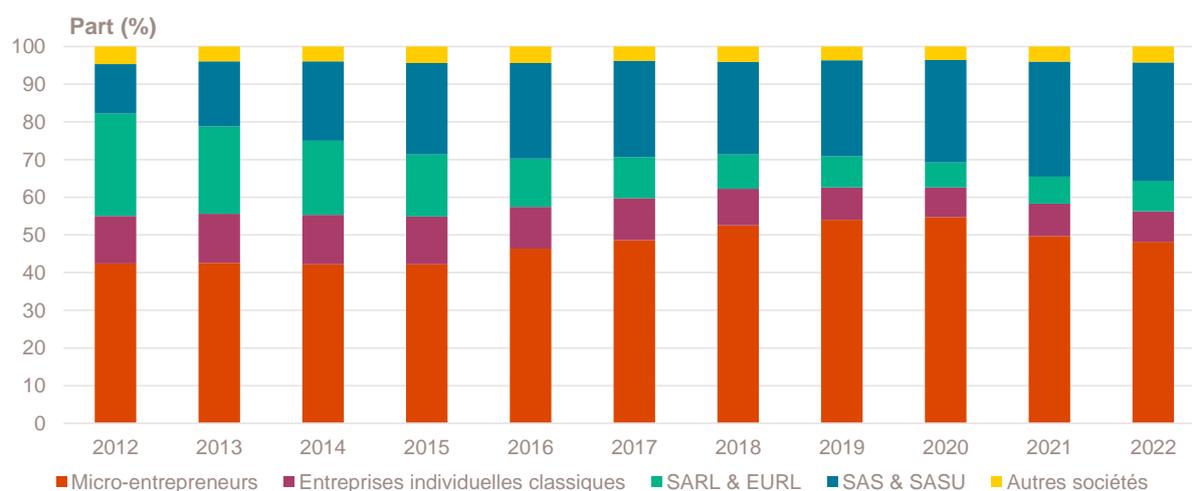
Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Entreprises individuelles	50 543	56,3	+ 3,2	+ 7,7
Micro-entrepreneurs	43 287	48,2	+ 3,6	+ 8,9
Entreprises individuelles classiques	7 256	8,1	+ 0,5	+ 2,6
Sociétés	39 242	43,7	+ 12,1	+ 6,1
SARL & EURL	7 269	8,1	+ 21,0	- 7,7
SAS & SASU	28 171	31,4	+ 10,0	+ 17,5
SCI	32	0,0	- 5,9	- 7,4
Autres ^a	3 770	4,2	+ 12,5	+ 5,6
Total Paris	89 785	100,0	+ 6,9	+ 7,0

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

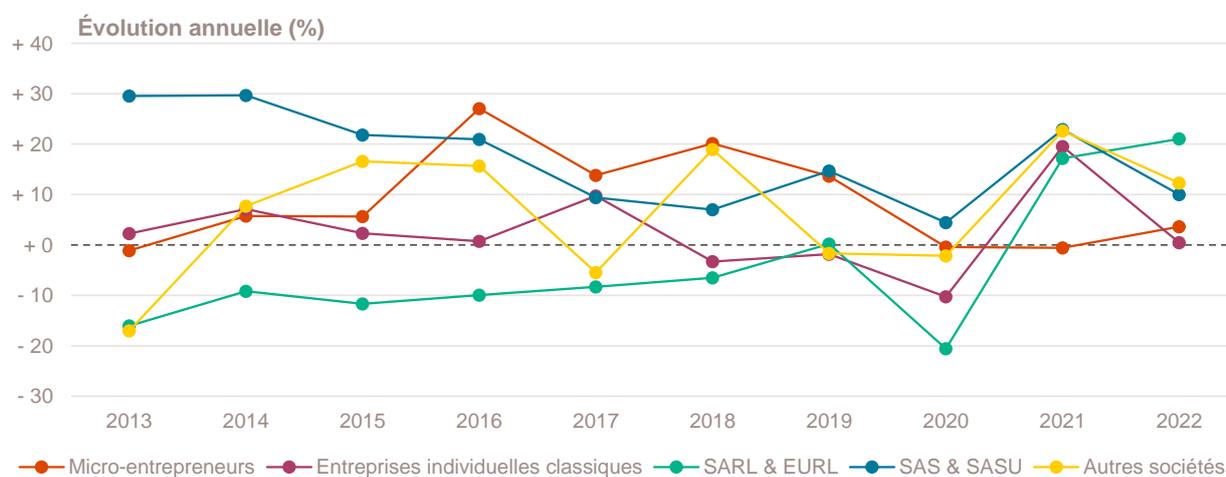
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2012



Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2013



Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et emplois créés

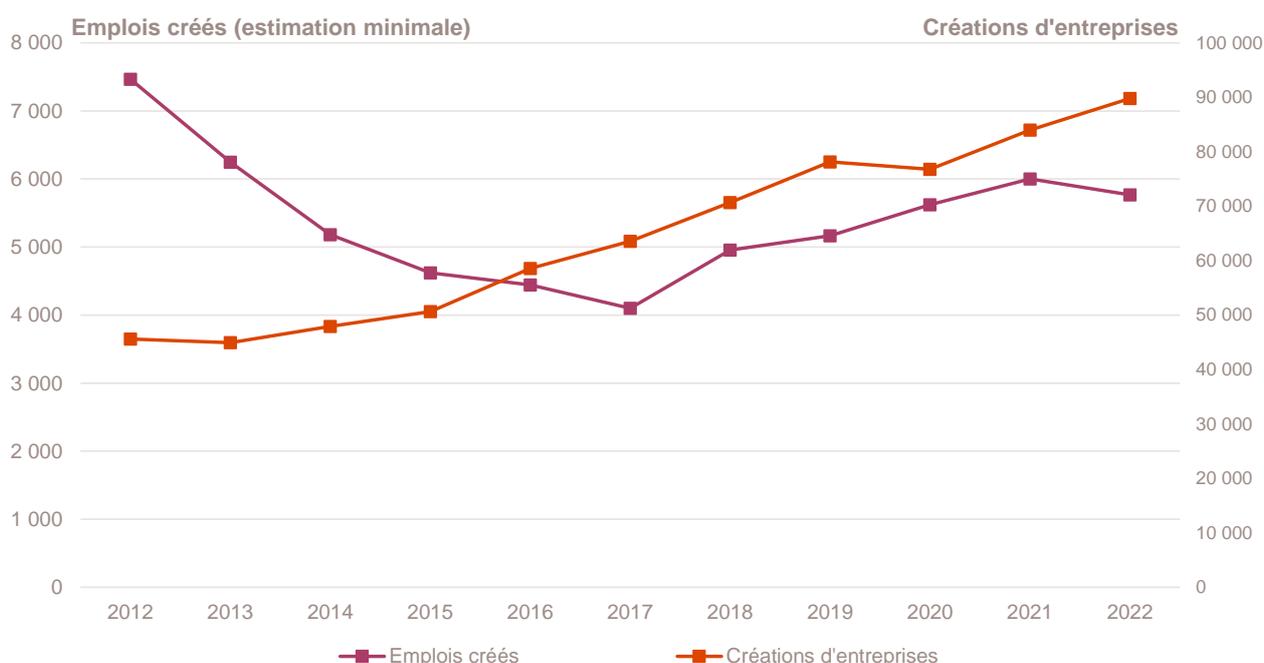
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	88 139	98,2	+ 6,9	+ 7,4
Employeuses	1 646	1,8	+ 4,8	- 4,5
1 à 2 salariés	1 065	1,2	+ 3,7	- 5,2
3 à 5 salariés	148	0,2	- 6,9	- 5,6
6 à 9 salariés	41	0,0	+ 32,3	- 7,4
10 salariés et plus	392	0,4	+ 10,7	- 1,2
Total Paris	89 785	100,0	+ 6,9	+ 7,0

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique une tranche pour le nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

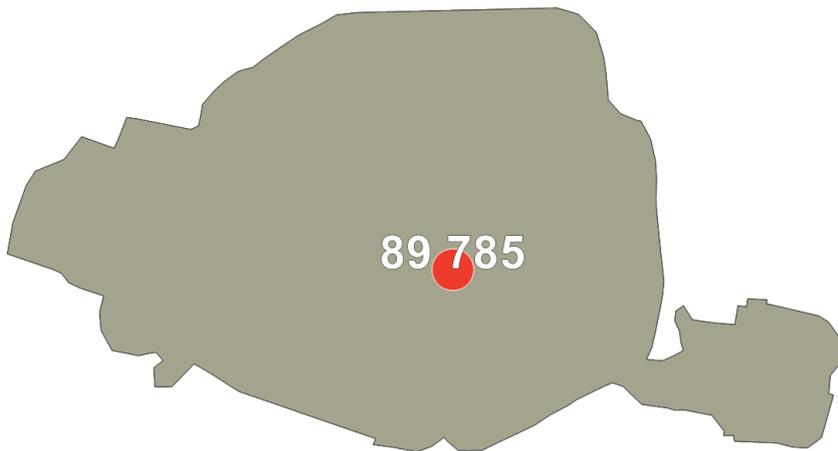
Lecture : en 2022, au moins 5 765 emplois ont été créés à Paris par les entreprises qui ont vu le jour dans l'année, soit une baisse de - 3,9 % par rapport à 2021 et une baisse de - 2,4 % en moyenne tous les ans entre 2012 et 2021.

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi



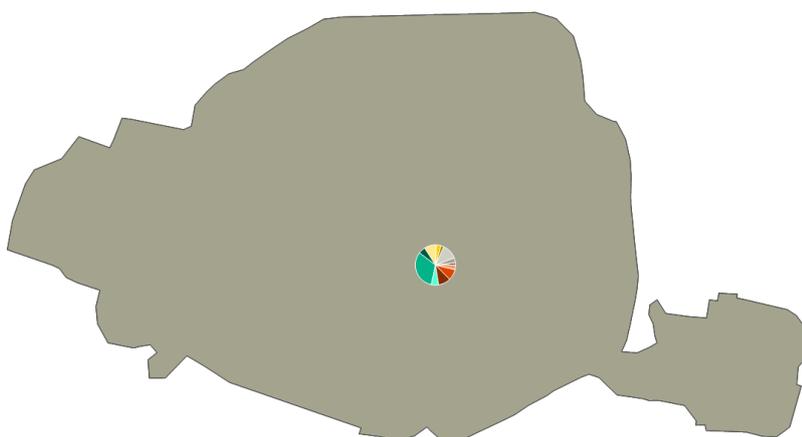
Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.
Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

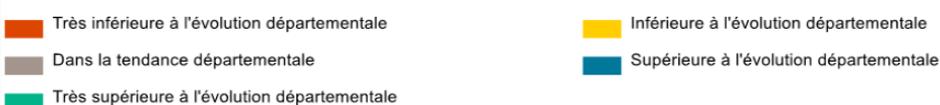
Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi



Répartition par secteur d'activité



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.
Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

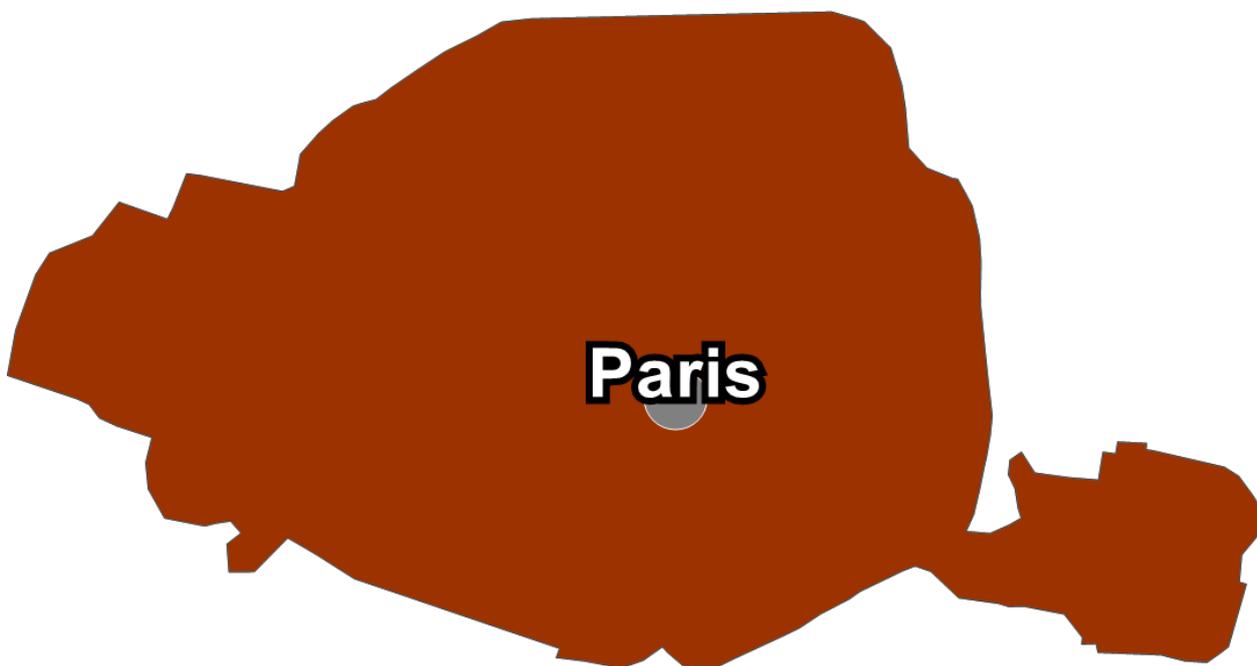
Création d'entreprise par type de commune

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part des créations en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Bourg	0	0,0	---	---	---	---
Petite ville	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine très dense	89 785	100,0	0,0	+ 6,9	+ 7,0	161
Total Paris	89 785	100,0	0,0	+ 6,9	+ 7,0	161

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Type de commune		
■ RURALE ÉLOIGNÉE TRÈS PEU DENSE	■ RURALE ÉLOIGNÉE PEU DENSE	■ RURALE PÉRIPHÉRIQUE TRÈS PEU DENSE
■ RURALE PÉRIPHÉRIQUE PEU DENSE	■ BOURG	■ PETITE VILLE
■ URBAINE PÉRIPHÉRIQUE PEU DENSE	■ URBAINE DENSE	■ URBAINE TRÈS DENSE

Note de lecture : la taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations d'entreprises dans la commune. La bulle des communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR) est en rouge tandis que celle des autres est de couleur taupe.

Champ : Paris, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2020	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (‰)
QP075001 - Bédier - Boutroux	43	200	355
QP075002 - Chaufourniers	40	198	223
QP075003 - Villa d'Este	22	93	149
QP075004 - Kellermann - Paul Bourget	34	171	288
QP075005 - Jeanne D'Arc - Clisson	35	660	1 400
QP075006 - Oudiné - Chevaleret	28	209	412
QP075007 - Didot - Porte de Vanves	294	974	1 205
QP075008 - Porte De Saint-Ouen - Porte Pouchet	67	202	310
QP075009 - Blémont	50	221	181
QP075010 - Porte Montmartre - Porte Des Poissonniers - Moskova	329	219	303
QP075011 - La Chapelle - Evangile	227	294	349
QP075012 - Goutte D'Or	542	442	307
QP075013 - Porte De La Chapelle - Charles Hermite	90	191	315
QP075014 - Stalingrad Riquet	284	204	252
QP075015 - Michelet - Alphonse Karr - Rue de Nantes	327	240	174
QP075016 - Danube - Solidarité - Marseillaise	198	237	394
QP075017 - Algérie	31	279	323
QP075018 - Compans - Pelleport	26	172	252
QP075019 - Les Portes Du Vingtième	311	161	251
QP075020 - Grand Belleville 10ème - 11ème - 20ème	805	303	189
Total QPV à Paris	3 783	265	263

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements au cours de l'année 2020 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2020, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ : Paris, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee.

Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2022.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent le département de Paris.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne correspondent pas à ce concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'oeuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces nouvelles entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une entreprise créée et appartenant à la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de créations

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 08/02/2023.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise à Paris, Fiche statistique pour l'année 2022. Bpifrance Création, février 2023. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)